

« Milieux populaires et espérance républicaine : défi pour l'action politique »

Pour élaborer cette contribution Esprit Civique s'est appuyé sur un dialogue avec des associations et des fédérations d'éducation populaire mobilisées contre l'exclusion (ATD Quart-Monde, le MRJC¹, le Secours Catholique-Caritas France et l'UNIOPSS²). Celles-ci ont fourni des productions dans lesquelles elles reprenaient les paroles exprimées par les personnes en précarité avec lesquelles elles sont en contact permanent. Certaines de ces expressions sont reprises dans la contribution. Esprit Civique a bénéficié également des réflexions de témoins engagés dans la compréhension de notre société, universitaires (historiens, sociologues, politologues...) et responsables associatifs réunis au cours de quatre débats à l'Assemblée nationale³.

Tous constatent l'ampleur de la défiance des milieux populaires envers les partis politiques traditionnels et la décision publique en générale, et tous alertent sur les tentations de plus en plus fortes qu'exercent sur eux le vote protestataire, le vote extrême et l'abstention.

Des géographies multiples : un même abandon

Pierre Rosanvallon, historien, sociologue : « *Le mot peuple est un mot en creux. Le problème n'est pas le peuple sociologique mais "l'ombre de la société", ceux qui ne sont pas représentés, invisibles. Et ce n'est pas forcément le prolétariat, qui a pu se rendre visible, mais ceux qui n'ont pas accès à la parole, ceux qui ne sont pas représentés, ceux qui se taisent.* »⁴

Jacques Julliard, journaliste, historien : « *Une des premières tâches que se propose Esprit Civique doit être celle-là, redonner du sens aux mots. Il y a eu des mots pour représenter le peuple : ouvrier, métallurgistes, etc. Aujourd'hui c'est peut-être la caissière.* »⁵

L'espérance républicaine ne trouve plus sa place dans une société perçue comme de plus en plus injuste. Qu'observent les milieux populaires ? Une école qui reproduit les inégalités, un marché du travail qui exclut les plus précaires, des services publics qui ont déserté les territoires ruraux et qui isolent ceux qui ne sont pas sur les réseaux et les trajectoires des modes « collaboratifs ». La famille également, sous toutes ses formes, qui reste un modèle recherché n'apparaît plus comme un système juridique et social protecteur permettant de jouer son rôle de rempart contre la relégation.

¹ Mouvement Rural de Jeunesse Chrétienne

² Union nationale interfédérale des œuvres et organismes privés non lucratifs sanitaires et sociaux

³ **Pascal Aubert, Huguette Boissonnat, Xavier Desjardins, Marcel Gauchet, Florent Guéguen, Jacques Julliard, Pierre Rosanvallon, Stéphane Rozès, Patrick Viveret et Michel Wieviorka**

⁴ Débat du 9 décembre 2014 à Assemblée nationale « *Autopsie d'une cassure, regards croisés* »

⁵ Débat du 9 décembre 2014 à Assemblée nationale « *Autopsie d'une cassure, regards croisés* »

Dans cette société, inégalitaire et divisée, les milieux populaires vivent une inaudibilité sociale : ils n'entendent pas de parole publique qui reconnaisse leur existence sociale.

« Y'en a marre de croiser tant de visages et presque jamais de regards. Y'en a marre des détours et des changements de trottoirs. Tu ne fais même plus partie du paysage. Les paysages, au moins, on s'arrête pour les regarder. On ne nous regarde que comme des problèmes, et souvent, on ne nous voit même plus » (Paroles de groupes de personnes en précarité interrogées par le Secours Catholique-Caritas France)

Au contraire de ce qu'avait permis le récit sur « la classe ouvrière », ces milieux, du fait de leur diversité, n'ont pas de parole unique et leurs expressions, peu écoutées, ne pèsent guère dans le monde médiatique. Les institutions qui auraient pu servir d'intermédiaires sont affaiblies. L'incapacité à se faire entendre tient au fait que les milieux populaires ne sont pas un ensemble homogène : les personnes d'origine étrangère ne vivent pas les mêmes manques et les mêmes frustrations que les victimes de la désindustrialisation ; l'exclusion dans les grands ensembles des banlieues est différente de l'exclusion géographique dans les territoires ruraux, etc...

Patrick Viveret, philosophe, économiste : « *Le sentiment légitime d'abandon ressenti par les milieux populaires est lié au constat du creusement des inégalités. C'est pourquoi il faut faire de l'abolition des privilèges un enjeu démocratique et de justice sociale.* »⁶

Des croyances ébranlées

Jacques Julliard : « *Si le pacte entre le peuple et la gauche a plutôt marché, c'est aussi parce qu'on était convaincu au XIXème que le progrès produirait de la justice. On pensait que le progrès scientifique conduirait au progrès technique qui conduirait au progrès économique qui conduirait au progrès social, et enfin au progrès moral et à la justice* »⁷.

Les milieux populaires se ne retrouvent plus massivement dans la gauche française qui a pu donner le sentiment de progressivement déconstruire les valeurs auxquelles ils sont encore profondément attachés.

Nos concitoyens se sentent déboussolés face à un système économique qui les dépasse. La lutte pour la compétitivité a pris le pas sur la recherche du progrès social. Le lien entre progrès technique et le progrès social a disparu. La solidarité a perdu de son sens.

« Telle qu'elle est pensée, la solidarité ne change rien au système qui fait que des tas de gens se retrouvent dans la galère. On demande aux pauvres de faire des efforts pour s'en sortir. On les soupçonne même parfois de profiter des aides apportées... En gros, être pauvre, c'est louche ». « *La solidarité existe mais sous forme de distribution de miettes. On a l'impression*

⁶ Débat du 14 avril 2015 à Assemblée nationale, « *Nation, laïcité, mémoire et goût de l'avenir : Quel imaginaire commun pour redonner du souffle au récit républicain ?* »

⁷ Débat du 9 décembre 2014 à Assemblée nationale « *Autopsie d'une cassure, regards croisés* »

de recevoir les miettes d'un repas auquel nous ne sommes jamais invités... » (Paroles de groupes de personnes en précarité interrogées par le Secours Catholique-Caritas France)

Si le nouveau mythe du progrès par l'instantanéité et l'universalité de l'échange numérisé desserre des contraintes et crée des communautés de bénéficiaires, il véhicule un individualisme qui ne permet pas de définir un bien commun à ces communautés éphémères.

Les valeurs ultralibérales du système économique contribuent à désengager des citoyens de toute contrainte collective et nuisent fatalement à la "société du lien".

Jacques Julliard : « *Les témoignages montrent qu'il y a une vraie lucidité des enjeux chez les classes populaires mais aussi un vrai foyer de craintes, un scepticisme ou une hostilité franche qui bloquent leur mobilisation.* ⁸ »

Des peurs endémiques

Dans le système actuel, les milieux populaires ont rompu avec l'idée qu'il soit possible de construire un monde meilleur. Il faudrait des changements profonds dans les structures économiques et dans les comportements des responsables politiques. Tournés essentiellement vers la gestion du réel et du court terme, les responsables politiques ne parviennent pas à insuffler une vision de l'avenir qui fasse le lien entre l'imaginaire et le réel. Ils ne semblent pas avoir mesuré le poids de la relégation sociale et du sentiment d'abandon face à des dynamiques extérieures trop souvent présentées par les décideurs publics comme inéluctables.

Stéphane Rozès, politologue : « *L'essentiel de ce qui « agit » une société, c'est l'imaginaire des peuples pour s'assembler et faire société. Or, vraisemblablement, les élites ont un problème de compréhension de cet imaginaire car elles ont une vision cartésienne du réel qui les persuade, par exemple, que c'est l'économie qui fait la société et non l'inverse. Que c'est la carte qui fait le territoire, que c'est l'esprit qui fait le corps, que c'est la capacité à générer des compromis qui fait la solution des problèmes.* « *La vraie question à se poser est non pas comment les politiques doivent intégrer les milieux populaires, mais comment elles doivent parvenir à faire du commun à partir du divers.* ⁹ »

En réalité le désarroi qui se manifeste au sein des milieux populaires ne semble pas ressortir seulement des difficultés subies au quotidien, il s'enracine dans la perception d'un désordre général, non maîtrisé, dans le pays et dans le monde. La mise « hors champ » des milieux populaires relève davantage d'un déficit d'explication que d'un déficit d'imagination.

Marcel Gauchet, philosophe, historien : « *Je crois qu'en s'enfonçant dans de "l'économicisme" ambiant, nous n'irons nulle part. Non qu'il s'agisse de mésestimer l'importance des facteurs matériels mais c'est le lieu de rappeler une citation fameuse : "l'homme ne vit pas seulement de pain, il vit aussi de la représentation du monde qu'il est capable de se faire et qui lui permet de s'orienter"* ¹⁰ ».

⁸ Débat du 9 décembre 2014 à Assemblée nationale « *Autopsie d'une cassure, regards croisés* »

⁹ Débat de clôture du 26 mai 2015 à l'Assemblée nationale.

¹⁰ Débat du 14 avril 2015 à Assemblée nationale, « *Nation, laïcité, mémoire et goût de l'avenir : Quel imaginaire commun pour redonner du souffle au récit républicain ?* »

Pierre Rosanvallon : « Pour sortir de l'invisibilité, il ne suffit pas de rapprocher la politique et la société, il faut produire de la connaissance et que cette connaissance circule. ¹¹ »

Ces craintes touchent désormais les classes moyennes et la majorité des Français qui ressentent la panne de l'ascenseur social et l'accroissement des inégalités.

Une politique ciblée uniquement vers les seuls milieux populaires et qui n'est pas élaborée à partir de ce que vivent ces personnes, est incapable de sortir notre pays des situations d'inégalités. Elle risque simplement de « boucher les trous » pour éviter les risques d'explosion sociale et favorise *in fine* le discours stigmatisant de « l'assistanat ». Pourtant les plus pauvres sont les révélateurs des dysfonctionnements de nos sociétés : c'est en les sollicitant et en faisant appel à leur intelligence qu'on peut contribuer à réduire les fractures sociales. C'est à ce travail que se livrent les associations de lutte pour l'inclusion sociale dont l'action n'est guère reconnue.

La question que posent les milieux populaires au monde politique est celle de leur participation à l'évolution de notre société vers plus de justice. La réponse nécessite un changement profond des pratiques à commencer par un réel accès de tous aux droits et au respect de la dignité de toute personne.

Jérôme Vignon, Président de l'Observatoire national de la pauvreté : « Les attentes déçues des milieux populaires nous parlent en réalité de ce qu'espère sans le dire la majorité de nos concitoyens. Elles ne sont pas uniquement matérielles, elles relèvent aussi de l'éthique. ¹² »

Paradoxalement, nous avons des ressources !

Notre pays dispose d'outils pour prendre la hauteur requise et élaborer une vision d'avenir. Les analyses sur les causes des fractures sont travaillées de manière multidisciplinaire en dépassant les postures académiques, politiques ou militantes. Elles permettent aux innovateurs d'évaluer et de partager et peuvent nourrir la proposition politique.

Par ailleurs des initiatives économiques et sociales démontrent une réelle volonté de prise de risque, pour investir et créer de la valeur et des solidarités. Le secteur social et solidaire est en croissance et en mutation (multitude d'initiatives culturelles, présence dans les quartiers des centres sociaux...). Il n'y a pas de travail collaboratif pour faire exploser le potentiel que représente toutes ces initiatives. Chaque mois, ou presque, des concours d'innovation sociale rassemblent des centaines voire des milliers de projets qui montrent un pays en pleine mutation. Le dynamisme des outils financiers et managériaux d'aide à la création d'entreprise et à l'insertion par le travail, apporte également un témoignage exemplaire de mutations possibles alors que ce mouvement est encore considéré comme marginal.

¹¹ Débat du 9 décembre 2014 à Assemblée nationale « *Autopsie d'une cassure, regards croisés* »

¹² « Paul Ricœur et notre égale dignité », Tribune parue dans Marianne – le 26 juin 2015

Remettre la fraternité au cœur de l'action

Le changement profond des pratiques politiques ne suffira pas s'il ne s'inscrit pas dans une démarche globale que nous appelons la fraternité.

Une société est fraternelle si tous ses membres se reconnaissent les uns les autres comme membres d'une même communauté, par-delà les différences voire même certaines inégalités. Mais c'est aussi une société qui se bat pour plus de justice, pour la reconnaissance des apports de chacun au bien commun. La fraternité est le contraire de la guerre sociale qui renforce les inégalités et dévitalise la société.

Une société fraternelle est une société dans laquelle les capacités de chacun sont connues et utilisées. Le monde politique a oublié cette dimension essentielle. Le débat politique doit être le moment de recréer du lien citoyen autour d'un projet. La dynamique associative a montré que les Français peuvent et savent créer du lien autour d'un projet débattu et partagé. Le débat politique, à chaque niveau pertinent, sera un mode de recréation du lien citoyen. Il pourra être le lieu et l'outil symbolique d'une renaissance de la démocratie.

C'est ce que nous appelons une fraternité active. Celle-ci doit être considérée comme un investissement qui crée de la valeur. De l'efficacité de la France à mettre en œuvre une politique solidaire tournée vers plus de fraternité, dépend notre capacité à défendre ce modèle en Europe.

Huguette Boissonnat, Responsable du Pôle Santé à ATD Quart-Monde : « *L'assistance ne garantit pas d'échapper à la faim, au froid, à la destruction des liens familiaux car elle traduit un refus de la contribution des pauvres et non une volonté de les insérer. De ce fait elle est inacceptable tant pour le contribuable - qui ne voit pas la contrepartie pour le bénéficiaire - que pour le bénéficiaire quand on répond par la soupe populaire à son espoir d'appartenir à la société.*¹³ »

Libérer et écouter la parole de tous les Français

La création d'instances qui se veulent participatives, au cours des années 2000, n'a pas permis d'« ouvrir le cercle ». Ces dispositifs continuent malheureusement de ne s'adresser qu'aux franges les plus initiées de la population. Pour se relever de cet échec, il convient de poser le bon diagnostic, comme le rappelle **Pascal Aubert**, co-fondateur du Collectif « Pouvoir d'agir »

« Le diagnostic le plus répandu concentre les causes de l'échec sur la dégradation de la capacité citoyenne : les citoyens seraient trop égoïstes, préoccupés par des enjeux de court terme ou par leurs difficultés matérielles. Or nous croyons que la crise ne vient pas de la demande mais de l'offre. »¹⁴

¹³ Débat du 17 février 2015 à Assemblée nationale, « *Des politiques tous publics ! Aménagement du territoire, santé, éducation : état des lieux et perspectives pour agir avec les milieux populaires* »

¹⁴ Débat du 17 février 2015 (Assemblée nationale), « *Des politiques tous publics ! Aménagement du territoire, santé, éducation : état des lieux et perspectives pour agir avec les milieux populaires* »

C'est en rendant les institutions « populaires » que la confiance envers la chose publique pourra être rétablie. Il faut faire en sorte que les milieux populaires s'approprient de réels lieux de parole adaptés à leur rythme, à leur langage, voire à leurs codes culturels. Ils pourront alors mettre en évidence toute la richesse inconnue de ce qui se vit à l'intérieur de ces milieux.

« Il faudrait plus de lieux de rencontre entre "inclus" et "exclus", pour casser la glace, éviter les peurs, transformer le regard des deux côtés, réduire la distance entre ceux qui décident et ceux qui peinent. Cela passe par la création de lieux de rencontre, en direct avec le maire ou des élus. Qu'ils viennent écouter vraiment. Nous pouvons leur montrer qu'il y a des choses qui marchent sur le terrain. Notre participation c'est de réfléchir en tant que citoyen. Vivre la fraternité, c'est d'abord prendre des moyens pour se rencontrer et se découvrir frères les uns des autres » (Paroles de groupes de personnes en précarité interrogées par le Secours Catholique-Caritas France)

La revitalisation du dialogue citoyen conduit à ne pas mélanger le rôle de médiateur avec celui de décideur qui appartient au monde politique. Le monde associatif est celui de la proposition, de la formation au discernement, de la confrontation rendant ainsi à la parole son rôle dans la prise de décision politique. Il faut par ailleurs veiller à ne pas instrumentaliser cette parole quand un long de temps de travail et de préparation d'une parole collective n'est pas mis en place.

« Bien souvent on en arrive à penser qu'il faut questionner les personnes en situation d'exclusion leur demander leur avis... Et la démarche se transforme en enquête, on leur pose des questions et on analyse leurs réponses en pensant que c'est cela la participation. » (Idem)

Pour « vivre ensemble » il faut commencer par accepter de changer de regard sur ceux qui nous entourent. Tenir compte des cultures différentes qui peuvent conduire à des priorités diverses. « Faire ensemble » et « vivre ensemble » nécessitent que des représentants des milieux populaires participent aux institutions publiques et qu'ils y exercent des responsabilités. C'est un marqueur de l'égalité de dignité des personnes qui reconnaît que chacun, quel que soit son parcours, peut être capable de participer au bien commun.

Florent Gueguen, Directeur général de la FNARS¹⁵ : *« La participation des personnes accompagnées est une petite révolution dans l'action sociale dont la tradition est marquée par une relation asymétrique entre le travailleur social et la personne aidée. Elle invite à changer le regard sur "l'assistantat, cancer de la société" pour rompre avec les préjugés discriminants.¹⁶ »*

Huguette Boissonnat : *« Aujourd'hui quand on demande aux plus pauvres de participer, on leur demande de réfléchir à des sujets qui concernent leur pauvreté, on leur demande de parler d'eux-mêmes et de leurs difficultés. Or l'homme de la misère a sa pensée propre, il a sa liberté d'expression pour construire la société. »*

¹⁵ Fédération nationale des associations d'accueil et de réadaptation sociale

¹⁶ Débat du 17 février 2015 (Assemblée nationale), « Des politiques tous publics ! Aménagement du territoire, santé, éducation : état des lieux et perspectives pour agir avec les milieux populaires »

Pour un nouveau pacte républicain

Symptôme de cette défiance vis-à-vis du collectif : le grand nombre de personnes qui renoncent aux droits qui sont les leurs, pensant que « les droits ne sont pas pour nous mais pour les autres ». Aujourd'hui 6 milliards d'aides sociales ne sont pas demandées par les personnes concernées.

Il faut redéfinir plus clairement les droits et les devoirs de chacun ainsi que les liens qui doivent exister entre l'État et les collectivités d'une part et d'autre part toutes les parties prenantes de la société. Les difficultés d'accès aux droits tout comme le sentiment de promesses non tenues disqualifient le discours sur les devoirs qui est pourtant l'un des piliers du pacte républicain.

Il ne s'agit pas d'inventer de nouvelles institutions mais de les rendre populaires en réhabilitant une collaboration franche entre les acteurs économiques, sociaux et politiques et les associations. Des lieux comme les « conseils citoyens » pourraient remplir ce rôle en veillant à la représentation de l'ensemble des parties prenantes et en confiant aux corps intermédiaires, en particulier les réseaux associatifs de proximité, un rôle actif de médiateur. Les associations, présentes sur le terrain, permettent de surmonter la défiance actuelle à l'égard de tout mécanisme collectif.

C'est sur ces bases que peut être construit un nouveau pacte républicain.

Jacques Julliard : « A la désaffiliation démocratique du peuple s'ajoute l'obsolescence de la forme « parti politique ». Les partis ne sont plus perçus comme un trait d'union mais comme des obstacles, des écrans, entre le peuple et la gauche. Le même phénomène s'observe dans le syndicalisme qui a eu longtemps l'ambition de créer un lien plus vivant, plus organique, avec le peuple. »

Marcel Gauchet : « La sagesse démocratique consiste à considérer que ce n'est pas tant le résultat des politiques qui compte mais la démarche. Quand cette dernière se produit, on obtient une vraie mobilisation en profondeur des personnes et pas seulement un enthousiasme passager. »

Pierre Rosanvallon : « Comment trouver les canaux de représentation, d'expression ? Les partis politiques ont permis de canaliser et d'organiser le suffrage universel. Ils gardent cette fonction. Mais d'un autre côté il va falloir de nouvelles organisations pour organiser les rapports entre société et gouvernement au sens large. Elles manquent aujourd'hui. Il y a un nouvel âge de la démocratie qui s'ouvre. Il y a eu l'âge des partis politiques avec le suffrage universel. Maintenant il faut organiser l'interaction et pas seulement la participation car ce mot présuppose simplement que l'on est associé à quelque chose. »

Pour redonner du contenu aux valeurs de liberté, d'égalité et de fraternité, il faut que le discours politique reconnaisse à chacun sa place et son apport dans la société. Que certains mots qui choquent et stigmatisent, disparaissent du langage public !

Des actes forts doivent être posés pour montrer un véritable changement dans la manière d'élaborer des politiques publiques. Cela passe par une plus grande écoute et une participation des personnes en précarité et de manière générale de tous ceux à qui s'adresse la République.

Il est indispensable de changer le regard, d'un regard qui juge à un regard qui construit.